



ARRÊTÉ

Vente au déballage – Vide grenier bourse aux vêtements
APPEL Jeanne d'Arc
8 Rue Séguret Saincric cour de l'école Jeanne d'Arc
Le samedi 4 mai 2024

N° AG 2024- 0399

Le Maire de la Ville de Rodez,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2212-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du Maire,

Vu le Code du commerce, notamment les articles L. 310-2, L. 310-8 et L. 310-9,

Vu l'article R. 610-5 du Code pénal sanctionnant par une amende de première classe toute violation d'une interdiction ou le manquement aux obligations édictées par un arrêté de police,

Vu le décret n°2009-16 du 7 janvier 2009 relatif aux ventes au déballage et pris en application de l'article L. 310-2 du code du commerce,

Vu l'arrêté ministériel du 9 janvier 2009 relatif à la déclaration préalable des ventes au déballage devant être adressée au maire de la commune d'implantation de la braderie,

Vu la demande formulée le mardi 19 mars 2024, et adressée à la Ville par Madame DA SILVA Angèle pour l'association des parents d'élèves de l'école Jeanne d'Arc.

Considérant que cette autorisation ne peut être donnée que sous réserve du respect des règles en matière de tranquillité, salubrité et sécurité publiques et que l'ordre public soit en tout état de cause préservé,

Arrête

Article 1 - La vente au déballage, dite Vide grenier bourse aux vêtements, organisée par l'association des parents d'élèves de l'école Jeanne d'Arc, domiciliée 8 Rue Séguret Saincric, est autorisée le samedi 4 mai 2024, entre 9h00 et 16h00, dans la cour de l'école Jeanne d'Arc à Rodez, sous réserve du respect de l'ordre public.

Article 2 - Madame DA SILVA Angèle pour l'association des parents d'élèves de l'école Jeanne d'Arc, mettra en œuvre toutes les diligences nécessaires afin de préserver l'ordre public. Dans le cas contraire, cette autorisation sera retirée à tout moment.

Article 3 - La présente décision est susceptible de recours administratif auprès de Monsieur Le Maire ou de recours contentieux devant le Tribunal administratif de Toulouse, directement par courrier ou par l'application informatique « Télérecours Citoyens » via le site internet www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision concernée.

Article 4 - - Le Directeur Général des Services Communaux et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.
Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de l'Aveyron et à Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique.

Rodez, le 2 avril 2024

Le Maire certifie exécutoire le présent arrêté
Transmis en Préfecture le 2 avril 2024
Publié le 3 avril 2024

Le Maire,
Pour le Maire,
L'Adjointe au Maire,
Signé : Monique BULTELE-HERMENT
Acte dématérialisé